



## Décision individuelle

**N° 2021-57**

**Pétitionnaire :** Réseau de Transport d'Électricité (RTE) – Groupe Maintenance Réseaux Côte d'Azur  
**Adresse :** Lingostiere 06200 NICE  
**Nature de la demande :** survol motorisé en cœur de Parc national  
**Nom du projet :** survol de vérification de la ligne haute-tension « Isola-Valabres »  
**Localisation :** gorges de Valabres, communes de Roure et Saint-Sauveur-sur-Tinée

**La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68 ;

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur, notamment les modalités 3 et 29 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2021-34 du 15 mars 2021 autorisant RTE à effectuer un survol motorisé à basse altitude de la ligne aérienne haute-tension traversant les Gorges de Valabres les 22 et 23 mars 2021,

**Considérant** la demande formulée le 24 mars 2021 par Monsieur ROSSI Kevin, technicien contremaître au sein du GMR Côte d'Azur de RTE,

**Considérant** que la demande est consécutive de l'annulation des survols prévus en mars et à leur report en avril sans autre modification de l'opération,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Nature de la demande - modification de l'article 3- « Durée »**

L'article 3 de la décision n° 2021-34 est ainsi modifié :

« La présente autorisation est délivrée pour la période comprise entre le 26 et le 30 Avril 2021.

Le jour exact du survol devra impérativement être communiqué au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, au moins 24h00 à l'avance, par courriel ou contact direct.

En cas d'intempéries, le report des survols à une date ultérieure est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

### **Contacts**

service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) - 06.24.70.20.71)

## **Article 2 : Prescriptions**

Les autres dispositions de la décision n° 2021-34 restent inchangées.

## **Article 3 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 4 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 5 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 25 mars 2021

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Destinataire principal :

- ROSSI Kevin <[kevin.rossi@rte-france.com](mailto:kevin.rossi@rte-france.com)>

Copies :

- service territorial de la Tinée

- MURIASCO-CHANET Richard <[richard.muriasco-chanet@rte-france.com](mailto:richard.muriasco-chanet@rte-france.com)>

- BOGNI Alain <[alain.bogni@rte-france.com](mailto:alain.bogni@rte-france.com)>

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



